

L'ALGERIE FACE AU DEFI DE L'EAU : MOBILISATION DES RESSOURCES ET QUÊTE DE DURABILITE

Azeddine MEBARKI

Laboratoire LASTERNE, Université des frères Mentouri Constantine, Faculté des sciences de la terre, de la géographie et de l'aménagement du territoire, Route d'Ain El Bey - 25000 Constantine (Algérie) Az.mebarki@yahoo.com

Résumé

L'Algérie à l'instar des autres pays du Maghreb et de la rive Sud de la Méditerranée, est confrontée à la rareté de l'eau, facteur limitant du développement et source de tensions sociales aigües.

Le stress hydrique (disponibilité de moins de 600 mètres cubes par habitant et par an) et l'irrégularité de la ressource (sécheresses récurrentes), sont deux facteurs susceptibles de s'accroître avec le changement climatique global, exacerbant par la-même les grandes inégalités spatiales en matière de disponibilités en eau et d'accès à la ressource.

Devant la montée des besoins, les scénarios sur les bilans ressources –besoins (Plan Bleu de la Méditerranée), prévoient une pression croissante sur la ressource (irrigation, alimentation en eau urbaine, eau industrielle..), mettant le pays en quête permanente de nouvelles ressources.

En plus de la contrainte sécheresse, il faudra désormais compter avec les risques liés à l'« excès » de l'eau, souvent accentués sous l'effet anthropique, menaçant les équilibres naturels, le patrimoine écologique et social. A l'exemple de la remontée des eaux des nappes souterraines dans les oasis sahariennes (cas de Oued Souf), ou les inondations soudaines et récurrentes affectant plusieurs villes (celles du Sahara ne sont pas épargnées : la ville de Ghardaia dans la vallée du Mزاب), ou encore la vulnérabilité des barrages face à la surabondance des apports pluvieux (déversements de crues et leurs conséquences), de même que les ouvrages localisés sur des sites karstiques (risques de fuites à l'exemple du barrage de Hammam Grouz sur le haut Rhumel)

Face à ces défis, l'Algérie mène une politique active, conciliant le recours à différents types de mobilisations des ressources (barrages et longs transferts, exploitation et transfert des eaux des nappes profondes du Sahara, réutilisation des eaux usées épurées pour la mise en valeur de nouvelles terres, dessalement pour soulager les villes du littoral méditerranéen) ainsi qu'à de nouveaux instruments de gestion (AGIRE et agences de bassins, législation de l'eau et de l'environnement).

Depuis une trentaine d'années, une politique d'aménagement de barrages est complétée par de longs transferts d'eau inter-bassins, imposés par les disparités du contexte géographique et hydrologique particulier du pays. Les systèmes de transfert (« grands projets structurants ») s'installent au profit des régions déficitaires, avec la tendance affirmée vers une interconnexion poussée des barrages en exploitation.

Aménagements gigantesques, transferts techniquement sophistiqués et très onéreux, dont il convient de maîtriser le fonctionnement, et d'en mesurer les impacts.

Par ailleurs, la valorisation de l'information hydrologique disponible à travers la rationalisation et l'actualisation des données et la généralisation de la cartographie, constituent un outil de développement durable, car indispensable à la conception d'un Plan National de l'Eau (PNE) pour le développement des ressources en eau et de leur gestion raisonnée et durable.

Mots clés : stress hydrique, défi, ressources en eau, mobilisation, durabilité, Algérie